



MINISTRE DE LA SANTÉ ET DU
DÉVELOPPEMENT SOCIAL

DIRECTION NATIONALE DU
DÉVELOPPEMENT SOCIAL (DNDS)



MATRICE DE SUIVI DES DÉPLACEMENTS

ÉVALUATION DES BESOINS MULTISECTORIELS
ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES DÉPLACÉS DANS LES RÉGIONS DE :
KOULIKORO, SÉGOU ET LE DISTRICT DE BAMAKO



Juillet 2023

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), des donateurs et des partenaires. L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants. Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Cette évaluation des besoins multisectoriels des déplacés a été réalisée grâce au soutien de Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) au Mali.



© 2023 Direction Nationale du Développement Social (DNDS)
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit : "Source :DNDS, OIM [Juillet, 2023], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)".

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
MÉTHODOLOGIE	4
MILIEU DE DÉPLACEMENT ET MOBILITÉ DES MÉNAGES.....	5
PÉRIODE ET FRÉQUENCE DE DÉPLACEMENTS.....	6
ABRIS ET LIEUX D’HABITATION	7
EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	9
ÉDUCATION.....	10
SANTÉ.....	11
CONCLUSION.....	12
ANNEXE.....	13

INTRODUCTION

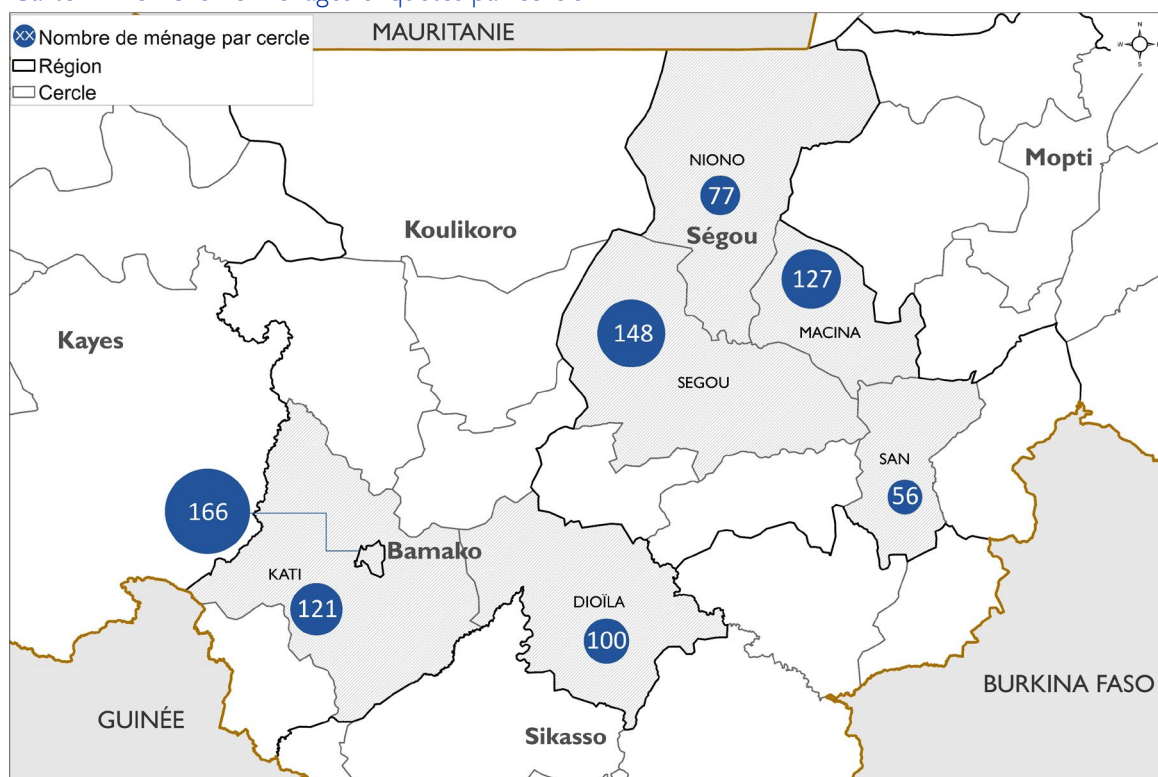
La situation humanitaire dans les régions de Koulikoro et de Ségou s'est d'abord dégradée à cause de l'arrivée massive des personnes déplacées internes de la région de Mopti en 2018. Toutefois, l'intensification des opérations militaires contre les groupes armés surtout dans le cercle de Niono et la destruction des infrastructures tels que les ponts, ont limité l'accès humanitaire, aggravant la vulnérabilité des populations. Le nombre des personnes déplacées (PDI) dans le district de Bamako et les régions de Koulikoro et de Ségou était estimé à 56 507 personnes en avril 2023. Ce chiffre représente 15 pour cent du nombre total de personnes déplacées internes enregistrées en avril 2023. Ce rapport présente les résultats d'une évaluation des besoins effectuée auprès de ces ménages déplacés dans les régions de Koulikoro, de Ségou, et le district de Bamako. Il donne notamment les informations sur les caractéristiques démographiques des ménages déplacés, la situation en termes d'existant et de besoins en abris et biens non alimentaires, en éducation, en santé et en eau, hygiène et assainissement.

MÉTHODOLOGIE

L'objectif de l'évaluation multisectorielle est de recueillir des données détaillées sur les conditions de vie et les besoins des populations déplacées dans des lieux particuliers identifiés. La population cible de l'évaluation a été les ménages déplacés vivant dans des camps et sites similaires, ou des populations déplacées résidant dans des villages et des quartiers au sein des communautés d'accueil et/ou des zones de retour de la population. Les tailles des ménages déplacés enquêtés sont de 100 dans la région de Dioïla, 121 dans la région de Koulikoro, 56 dans la région de San, 352 à Ségou et 166 pour le district de Bamako. Ils ont été calculés avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%. Le plan de sondage utilisé est la méthode stratifiée avec deux degrés de tirages, représentative au niveau de la région et du milieu de résidence.

Limites : Le contexte de l'évaluation a été marqué par des défis d'accès au terrain et la situation sécuritaire imprévisible. Seuls les sites accessibles au moment de l'enquête ont été couverts dans les différentes communes. L'échantillon a été tiré indépendamment d'une région à une autre. Il est représentatif au niveau de la région. Les analyses au niveau commune ou cercle sont faites à titre illustratif et ne peuvent pas être généralisées sur l'ensemble des ménages de la commune ou du cercle.

Carte 1: Nombre de ménages enquêtés par cercle



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

MILIEU DE DÉPLACEMENT ET MOBILITÉ DES MÉNAGES

TYPOLOGIE DES SITES

L'évaluation des besoins multisectoriels a permis d'obtenir des informations auprès de 795 ménages de personnes déplacées internes dans 49 localités situées dans les régions de Koulikoro, Ségou et le district de Bamako.

Les sites des déplacés évalués, sont en grande majorité situés en milieu rural pour les régions de Dioila (80%), de Ségou (69%) et de Koulikoro (61%). Cependant, ceux évalués à Bamako, San étaient en grande majorité dans le milieu urbain.

Les ménages enquêtés logeaient dans des sites spontanés (44%), dans la communauté hôte (39%), dans des sites planifiés (11%) et dans les centres collectifs (6%). Dans les régions de Dioila, Koulikoro et le district de Bamako, les ménages logeaient en majorité sur des sites spontanés. D'autres ménages, quant à eux étaient majoritairement dans les familles d'accueil dans les régions de San (77%) et de Ségou (70%). Les sites planifiés ont été les lieux d'enquêtes pour 25 pour cent des ménages enquêtés dans la région de Ségou. Enfin, les centres collectifs, malgré leur faible proportion (6%), restent considérable dans le district de Bamako, notamment dans la commune 6 (27%)*.

Parmi les sites planifiés, 97 pour cent étaient des sites agglomérés tandis que 76 pour cent des sites spontanés étaient dispersés.

CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES

Les différents ménages touchés par cette évaluation étaient composés en majorité de mineurs (38%) et de femmes (32%). Selon le milieu de résidence, la majorité (69%) des individus a été dénombrée dans les ménages vivant dans le milieu urbain.

MOTIFS DE DÉPLACEMENTS DES MÉNAGES

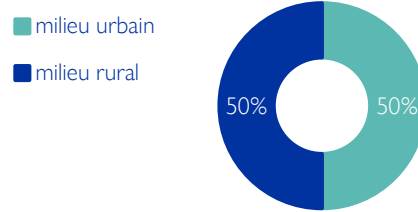
Les principaux cercles d'origine des ménages déplacés étaient Bankass, Niono et Bandiagara.

Les tensions communautaires (58%) et les conflits armés (42%) ont été les principaux motifs de déplacements des ménages.

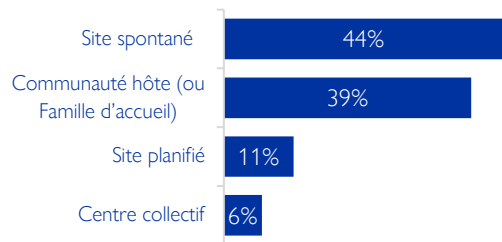
Les ménages enquêtés dans les régions de San (98%) et de Ségou (79%) se sont majoritairement déplacés pour des raisons liées aux conflits armés. En revanche, à Dioila (100%) et à Bamako (99%) la quasi-totalité des ménages déplacés avaient évoqué les tensions communautaires comme raison de déplacement.

* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

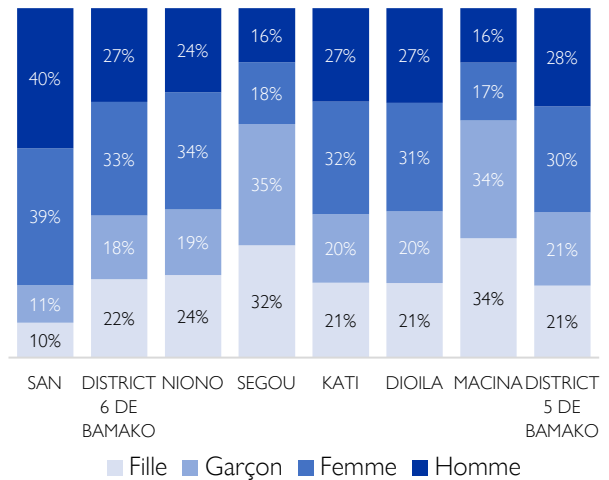
Graphique 1: Environnement du lieu de déplacement



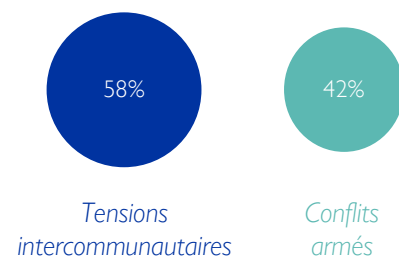
Graphique 2: Type de lieu (ou site) de déplacement



Graphique 3: Composition démographique selon le cercle*



Graphique 4: Raisons de déplacement des ménages



PÉRIODE ET FRÉQUENCE DE DÉPLACEMENT

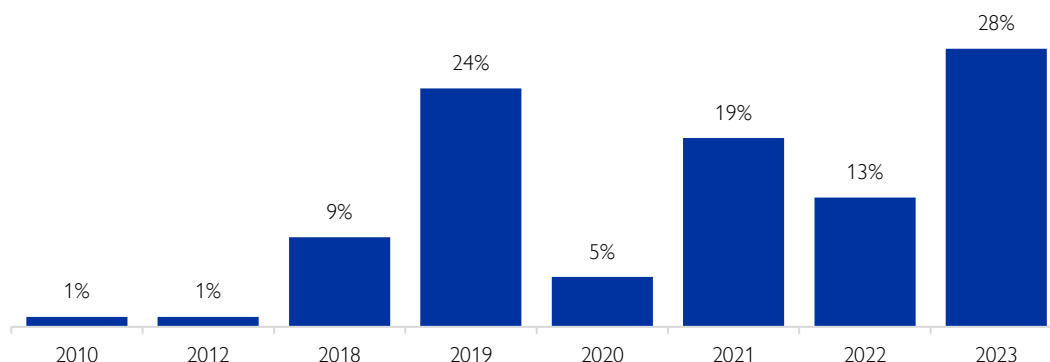
La grande majorité (97%) des ménages déplacés enquêtés étaient arrivés sur les sites de déplacements entre janvier 2018 et juin 2023 et un peu plus d'un quart (28%) en 2023.

Cette dernière proportion témoigne des déplacements récents de la population au cours de l'année 2023.

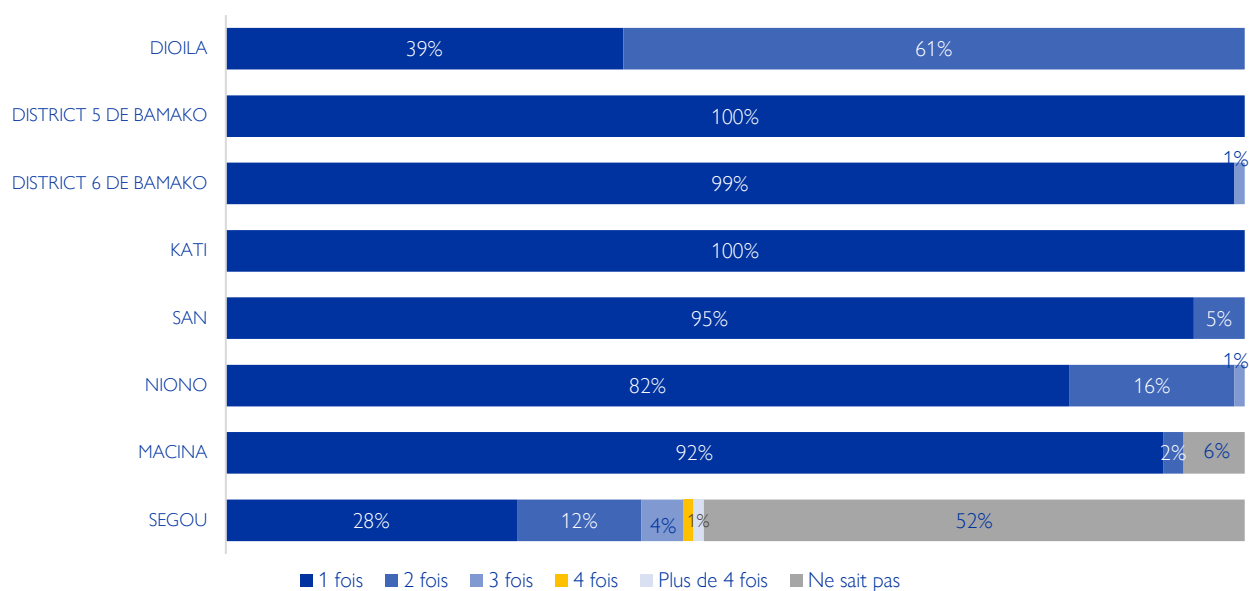
La majorité des ménages enquêtés dans le cercle* de Macina se trouvait dans ce récent déplacement (94% étaient arrivés dans leur lieu de déplacement au cours de l'année 2023).

Le nombre de déplacements est un indicateur permettant de comprendre le parcours du ménage déplacé depuis son lieu d'origine. L'analyse montre que la majorité des ménages enquêtés (75%) était à leur premier déplacement. Selon les cercles * d'enquêtes, les ménages enquêtés à Dioila étaient majoritairement à leur deuxième déplacement (61%).

Graphique 5: Années de déplacement des ménages enquêtés



Graphique 6 : Fréquences de déplacement des ménages par cercle d'origine*



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

ABRIS ET LIEUX D'HABITATION

Au cours de l'évaluation, les principaux types d'abris des ménages étaient les abris en bâches (49%), les abris en paille ou tôle (29%), les abris en dur (14%) et les abris dans les bâtiments inachevés.

Suivant les régions, la grande majorité des ménages enquêtés à Koulikoro (99%) et à Bamako (77%) logeaient dans les abris en bâche ou tente. Dans la région de Dioïla, les abris énumérés étaient principalement les bâches ou tentes (52%), les abris en paille (30%) et les abris en mur solide (16%). Les ménages de la région de San abritaient en majorité dans des pailles ou tôle (66%).

Les bâtiments inachevés et les maisons ou appartements ont été notées à Bamako et à Ségou.

Les abris se trouvaient principalement sur des terrains vagues (49%), dans des maisons de locations (29%), dans des familles hôtes (13%), dans des bâtiments d'écoles (6%) ou dans des maisons individuelles (4%).

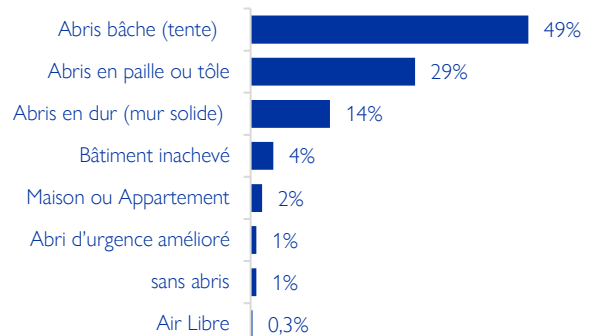
La superficie moyenne de ces abris par ménage était de 5m². Cette moyenne reste la même pour les ménages enquêtés dans les régions de San et de Dioïla, inférieure pour ceux des régions de Ségou (4m²) et de Koulikoro (3m²), et supérieure dans le district de Bamako (6m²).

La majorité des ménages enquêtés affirmait que l'espace de l'abris était insuffisant pour les membres du ménage. Cette insuffisance d'espace a été majoritairement évoquée dans tous les cercles couverts par l'enquête.

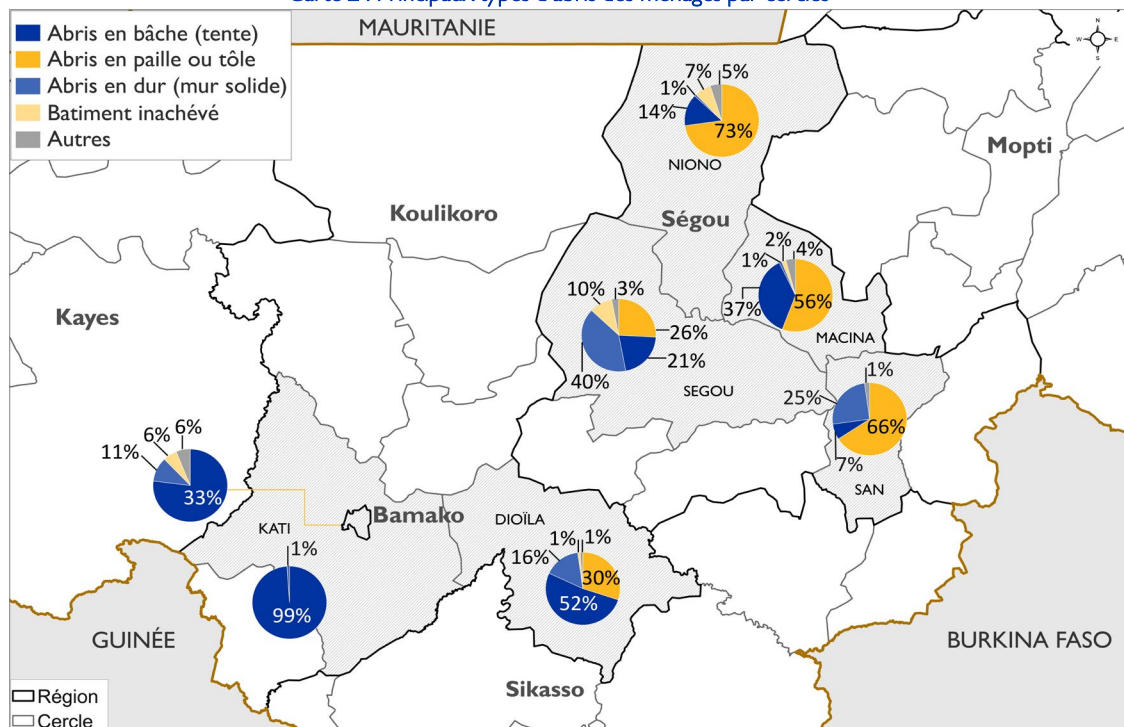
Les formes d'autorisation reçues par les ménages pour occuper les abris étaient entre autres : celle des autorités administratives et communales, les locataires, les propriétaires et les chefs de villages.

L'autorisation des ménages abritant dans des bâches était principalement donnée par les autorités administratives (42%), les propriétaires (29%) et autorités communales (27%). Ceux des abris en paille ou tôle ont principalement reçu des autorisations des locataires (50%), des autorités communales (21%) et des chefs de village ou quartier (11%).

Graphique 7 : Proportion de ménages par types d'abris



Carte 2 : Principaux types d'abris des ménages par cercles *



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

ABRIS ET LIEUX D'HABITATION

ETAT DES ABRIS ET ESPACE DES MÉNAGES

Parmi les ménages enquêtés, 2 ménages sur 10 avaient des abris en bon état. Ce nombre est le même dans toutes les régions.

Toutefois, 8 ménages sur 10 avaient des problèmes spécifiques avec leurs abris au moment de la collecte. Il s'agissait des dommages liés aux toitures (42%), au sol (24%), aux murs (10%) et aux fenêtres (3%).

Les problèmes de toitures étaient majoritairement enregistrés dans les régions de **Koulikoro (69%)**, de **San (63%)** et de **Diola (59%)**. Les dommages sur les murs étaient considérables dans la région de Ségou (21%). A Bamako, les problèmes des abris étaient principalement des dommages aux toitures (37%), des dommages au sol (31%) et aux fenêtres (5%).

MATÉRIAUX DES ABRIS POUR RÉSISTER AUX ALÉAS DU CLIMAT

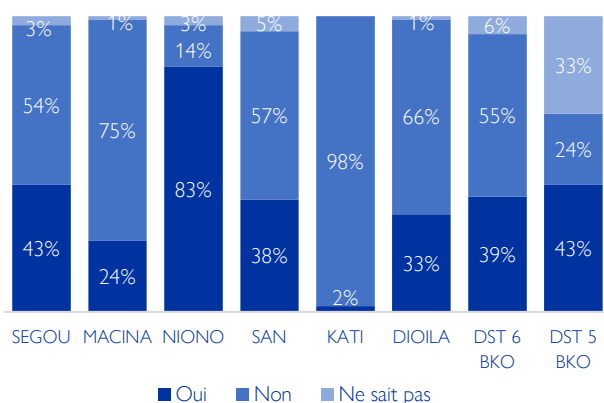
Les aléas climatiques (forte chaleur, vent violent etc.) restent des défis pour les ménages déplacés car 6 ménages sur 10 affirmaient que leurs abris ne permettaient pas d'y faire face. Afin d'améliorer la qualité des abris, les ménages avaient besoins de nattes (84%), de bâches (82%) et des outils (57%). Les outils permettant d'améliorer la qualité des abris afin de mieux résister aux aléas du climat sont disponibles dans le marché local pour la majorité des ménages (75%).

Cependant, une analyse selon les communes* d'enquête montre une indisponibilité des outils dans les marchés locaux pour la majorité des ménages enquêtés dans les communes de **Sakoiba**, de **Sana**, de **Matomo** et de **Macina**.

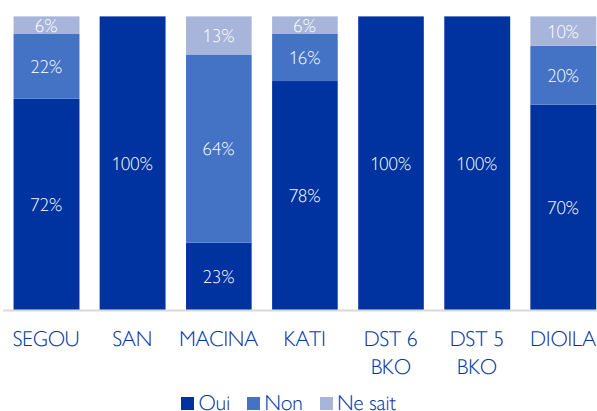
Les problèmes immédiats liés à l'abri pour les ménages étaient le manque de place (55%, évoqué en majorité par les ménages enquêtés dans les communes de **Baguineda camp**, de **Kalabancoro**, de **Sana**, de **Sirifila Boundy**), la fuite de toit (48%, exprimé en majorité par les ménages enquêtés de la commune 6 de Bamako, des communes de **Kalabancoro**, de **Zan Coulibaly**, de **Pelegana** et de **Baguineda Camp**), l'insuffisance d'espace (35%, pour la majorité des ménages enquêtés des communes de **Sakoiba**, de **Kala siguida**, de **Macina**, de **Sana** et de **Ségou**) et les risques d'inondation (29%, pour la majorité des ménages enquêtés dans les communes de **Macina**, de **Sakoiba** et de **Ségou**).

En termes de besoins prioritaires des ménages, l'accent a été mis sur l'amélioration de l'intimité et la dignité (51%), la protection contre les risques d'inondations ou de glissement de terrain ou des sites de décharges d'ordures ou incendies (45%), l'amélioration de la sureté et sécurité (32%), la protection contre les conditions climatiques (28%), l'amélioration de la stabilité structurelle (22%) et l'amélioration des infrastructures de base (13%).

Graphique 8 : Résistance des abris aux aléas climatiques*



Graphique 9 : Matériel disponible sur le marché local*



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

L'évaluation des besoins pendant cette période a permis d'identifier que les ménages des sites évalués se procuraient principalement de l'eau à partir de puits traditionnels à ciel ouvert (32%), de forages à pompe manuelle (32%), du robinet (23%), de puits améliorés (11%) et, dans certains cas, en achetant de l'eau.

Une analyse selon les régions montre que les puits à ciel ouvert étaient la source d'approvisionnement de la majorité des ménages enquêtés dans les communes de San, de Ségou, de Niono et de Dioila.

Ces différentes sources d'approvisionnement en eau permettent aux ménages d'utiliser en moyenne 126 litres d'eau par jour de façon générale. Cette moyenne était inférieure à 100 litres dans le district de Bamako.

Il a été déterminé que 70 pour cent des ménages n'ont pas de problème lié à la qualité de l'eau. Tandis que certains ménages étaient confrontés à des problèmes de qualité de l'eau, notamment de l'eau non potable (19%), avec un goût désagréable (10%), de l'eau trouble ou brune (7%) et de l'eau malodorante (6%).

En fonction des sources d'approvisionnement, le problème de non-potabilité est considérablement observé chez les ménages s'approvisionnant avec un puit à ciel ouvert, avec l'eau de rivières et l'eau de camion-citerne. Quant au problème de goût, il existait majoritairement chez les ménages utilisant l'eau de camion-citerne (75%).

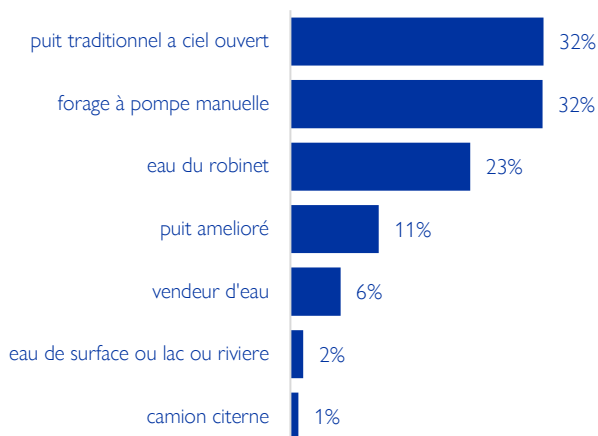
L'évaluation a montré que 89 pour cent des ménages avaient accès à des latrines. En revanche, 11 pour cent n'avaient pas accès aux latrines. Ce pourcentage de ménages était considérable dans la région de **Ségou (23%)**.

Les latrines collectives étaient l'une des types de latrines utilisées pour la majorité des ménages enquêtés (92%). D'autres ménages utilisaient des latrines privées (9%).

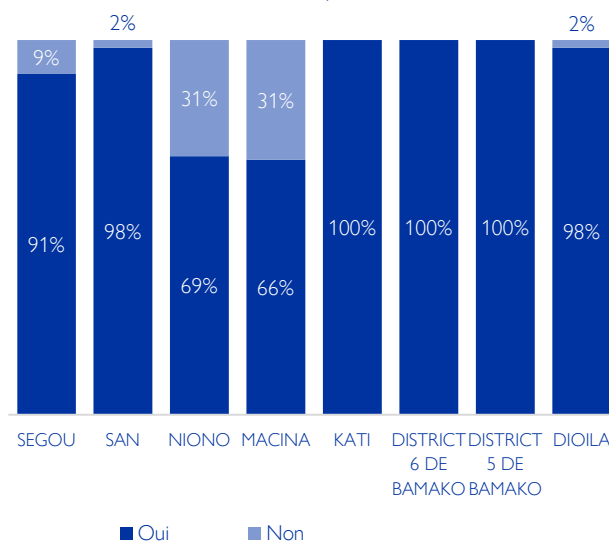
Cependant, 4 pour cent de ménages affirmaient que l'accès aux latrines et aux points d'eau présentait des risques pour les enfants, les femmes et les personnes vulnérables sur les sites. Ces risques sont évoqués par certains ménages enquêtés dans les cercles de **Niono, de Ségou et de San**.

Les risques liés à l'accès ont été les **agressions physiques (46%), les violences sexuelles (39%), le harcèlement (4%) et la discrimination (4%)**.

Graphique 10 : Sources principales d'approvisionnement en eau pour les ménages (choix multiples)



Graphique 11 : Accès aux latrines selon le cercle d'enquête*



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

EDUCATION

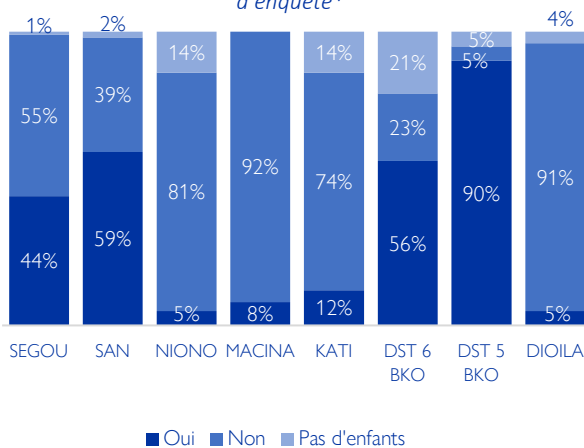
Les enfants de la majorité des ménages enquêtés ne fréquentaient pas d'école sur les sites de déplacements (62%). Dans ces ménages, vivaient près de **2 600 filles et garçons**.

Les raisons de la non-fréquentation scolaire par les enfants des ménages déplacés peuvent inclure : le manque de moyens financiers (majoritairement dans les communes de Ségou, de Macina, de Sana), le manque d'établissements scolaires accessibles (pour la majorité des ménages enquêtés dans les communes de Matomo et de Baguineda Camp), le manque d'intérêt pour l'éducation formelle (pour la majorité des ménages enquêtés dans les communes de San, de Kala Siguida et de Siribala), les problèmes de sécurité et la distance de l'établissement.

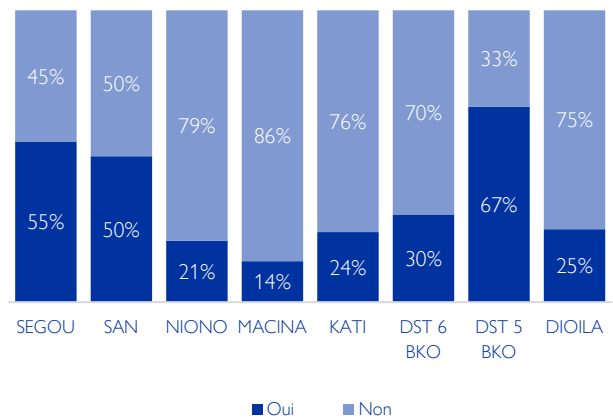
Parmi les ménages enquêtés, 68 pour cent ont affirmé que leurs enfants ne fréquentaient pas une école primaire dans leur localité d'origine.

Le déplacement a causé une déscolarisation des enfants de certains ménages car 47 pour cent des ménages sans enfants à l'école, avaient leurs enfants dans les classes avant le déplacement.

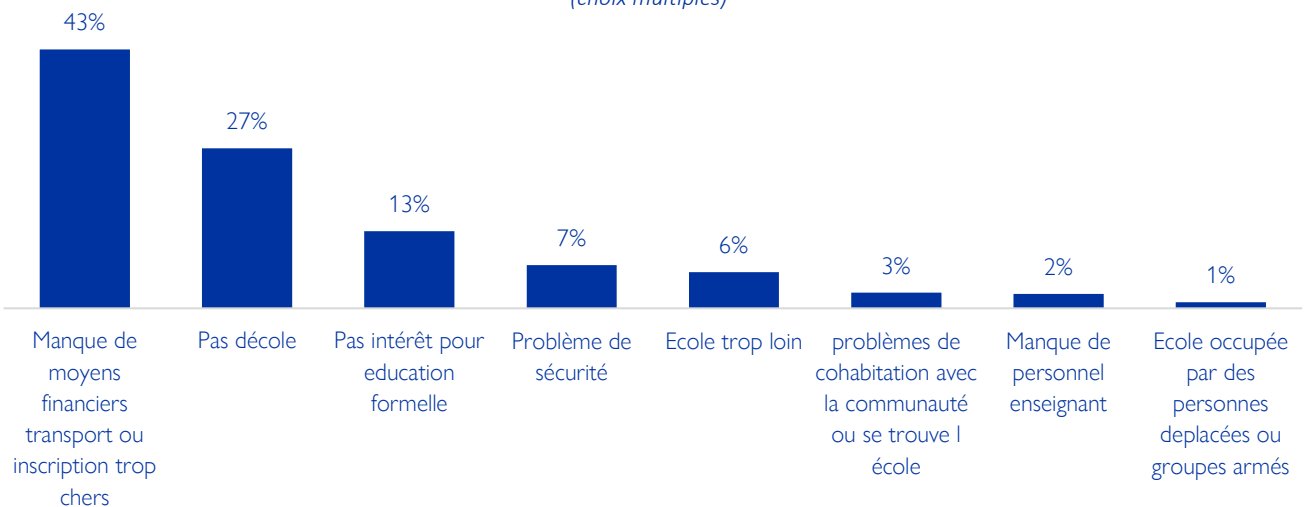
Graphique 12 : Situation de fréquentation scolaire des enfants de ménage selon le cercle d'enquête*



Graphique 13 : Situation de fréquentation scolaire des enfants de ménage avant le départ selon le cercle d'enquête*



Graphique 14 : Raisons de non fréquentation des écoles par les enfants des ménages déplacés (choix multiples)



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

SANTE

Les résultats de l'évaluation montrent que 74 pour cent des ménages avaient accès aux soins médicaux. Contre, 25 pour cent des ménages enquêtés qui n'avaient pas accès à des services de santé dans leur zone de déplacement.

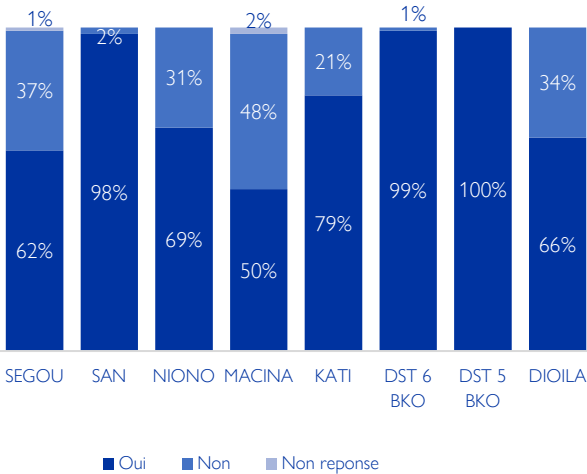
Sur les sites où les ménages pouvaient accéder aux services de santé, ceux-ci sont presque entièrement des centres de santé (83%). D'autres types de services, tels que les cliniques privées (11%) et les hôpitaux (9%) sont également accessibles par les ménages de ces sites.

Sur ces sites, des préoccupations en matière de santé ont été enregistrées. Le paludisme (88%) a été signalé comme étant l'une des maladies les plus courantes dans la grande majorité des ménages enquêtés.

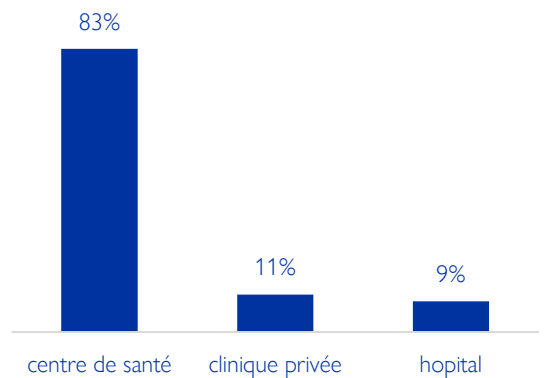
D'autres maladies telles que la fièvre (30%), la diarrhée (26%), la malnutrition (23%), le mal de tête (22%) et la toux (18%) ont également été mentionnées comme des problèmes de santé importants chez certains ménages déplacés dans les sites.

Une analyse selon les régions montre que le paludisme a touché la majorité des ménages dans toutes les régions. La diarrhée a majoritairement été évoquée par les ménages enquêtés dans les communes* de Kokry, de Matomo, de Sakoiba et la moitié des ménages de la commune de San. Quant à la malnutrition, elle a été majoritairement évoquée par les ménages enquêtés dans les communes* de Sakoiba, de Macina, de Matomo et de Ségou.

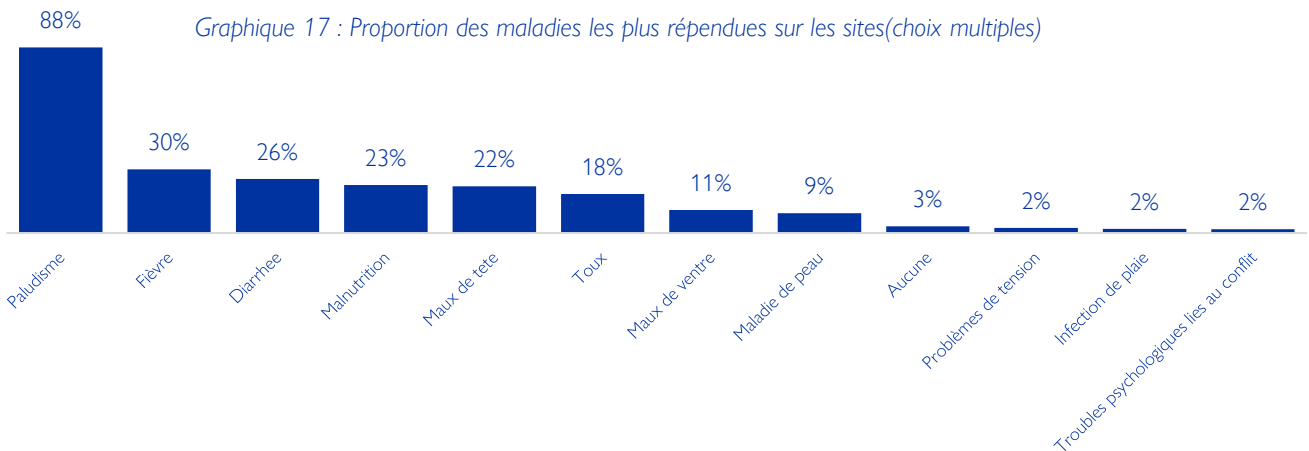
Graphique 15 : Accès aux services sociaux pour les ménages selon les cercles*



Graphique 16: Types de services de santé disponibles (choix multiples)



Graphique 17 : Proportion des maladies les plus répandues sur les sites(choix multiples)



* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

CONCLUSION

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation des besoins multisectoriels, effectuée en juin auprès de 795 ménages réparties entre les régions de Koulikoro, de Ségou et le district de Bamako.

- Plus de la moitié des ménages (58%) enquêtés ont affirmé avoir quitté leur localité d'origine à cause du conflit armé (région de Ségou). Des tensions communautaires ont également été évoquées comme raisons de déplacement de certains ménages (42%). Les principaux cercles d'origine des ménages enquêtés étaient Bankass, Niono et Bandiagara. La grande majorité (97%) des ménages déplacés enquêtés étaient arrivés sur les sites de déplacements entre janvier 2018 et juin 2023, avec un peu plus d'un quart (28%) en 2023.
- Malgré les efforts considérables des acteurs humanitaires pour combler les besoins en abris des ménages vulnérables, le gap reste toujours important dans certaines localités. Les problèmes immédiats liés à l'abri pour les ménages étaient le manque de place (55%), la fuite de toit (48%), l'insuffisance d'espace (35%) et les risques d'inondation (29%). Les ménages enquêtés logeaient dans des sites spontanés (44%), dans la communauté hôte (39%), dans des sites planifiés (11%) et dans les centres collectifs (6%).
- Les résultats des analyses du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, a montré quelques défis, notamment avec 11 pour cent des ménages qui n'avaient pas accès à des latrines. Ce pourcentage était considérable parmi les ménages enquêtés dans les cercles de Macina et de Niono.
- L'analyse du secteur éducatif dans certaines localités a montré qu'au niveau de certains ménages, les enfants ne fréquentaient pas une école primaire. Ce phénomène était observé principalement dans la région de Ségou.

En avril, un nouveau système d'enregistrement biométrique a été déployé de façon progressive dans les régions de Ségou, Gao et Mopti. Il permettra de mieux renforcer le mécanisme de suivi des mouvements et les besoins des populations vulnérables. Toutefois, un défi persistera en raison de l'accès dans certaines localités, ainsi que les mouvements pendulaires dans certaines régions où les personnes tentent de rentrer lorsque la situation sécuritaire s'apaise même temporairement avec le risque qu'elles se déplacent à nouveau si des attaques se produisent. En conséquence, il est crucial de construire une analyse continue des mouvements afin de mieux comprendre les dynamiques et les besoins des populations qui peuvent varier entre les différentes zones touchées par la crise.

* L'analyse par commune ou par cercle est présentée uniquement à titre indicatif, la taille de l'échantillon représentatif a été déterminée au niveau de la région (cf. annexe).

ANNEXE

Tableau 1 : Répartition de la taille de l'échantillon des ménages tirés par région

RÉGION	CERCLE	ECHANTILLON
BAMAKO	DISTRICT 5 DE BAMAKO	21
	DISTRICT 6 DE BAMAKO	145
		166
DIOILA	DIOILA	100
KOULIKORO	KATI	121
SAN	SAN	56
SÉGOU	MACINA	127
	NIONO	77
	SÉGOU	148
TOTAL		795

Les tirages des échantillons sont organisés de façon indépendante d'une région à une autre. Les unités primaires (localités ou villages) sont tirées avec des probabilités inégales et sans remise. La probabilité de sortie d'une localité à chaque tirage est choisie proportionnelle à sa taille exprimée en termes d'effectif des ménages PDI et retournés.

Au deuxième degré, les unités secondaires (ménages PDI), sont tirées avec des probabilités égales et sans remise. Un nombre constant d'unités secondaires est sélectionné dans chaque unité primaire de l'échantillon du premier degré. Les tirages des PDI au sein de chaque localité se fera de façon indépendante c'est-à-dire que le nombre de ménage prévu pour les PDI au sein de la localité sera tirée à partir de la liste des PDI de l'unité primaire.

Ainsi, les données sont représentatives au niveau régional mais ne donnent que des informations à titre indicatif pour les niveaux administratifs plus bas (cercle, commune).

EVALUATION DES BESOINS MULTISECTORIELS À SÉGOU, KOULIKORO ET BAMAKO

JUILLET 2023



DTM
MATRICE DE SUIVI
DES DÉPLACEMENTS

<https://dnds.ml/>

<https://dtm.iom.int/mali>

*Activités de collecte et d'analyse de données financées
avec le soutien de :*



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE